



**Suppressions de postes dans notre
académie à la rentrée 2026 :
un coup de force que rien ne saurait justifier !**

**Annulation de toutes les mesures de suppression !
Les revendications des personnels comme les besoins des
établissements doivent être satisfaits !**

Rassemblement intersyndical devant le rectorat à Nancy mercredi 18 mars à 14 h

On le sait, au nom d'une austérité accrue et du fait du choix du gouvernement d'augmenter encore de près de 7 milliards le budget de l'armement pour 2026, 4000 postes sont voués à la suppression dans l'enseignement public à la rentrée prochaine, dont plus de 1800 dans les collèges et lycées.

C'est là le produit du budget 2026 passé au 49.3 par le gouvernement Macron-Lecornu, pour qui les services publics doivent être sacrifiés sur l'autel du remboursement d'une dette qui n'est pas la nôtre et de l'alimentation de guerres dont nous ne voulons pas. On sait déjà qu'il faudrait nous préparer à des sacrifices plus violents encore en 2027 pour les mêmes raisons.

La « baisse démographique », faux nez de l'austérité aggravée

Le ministre prétend s'appuyer sur la baisse de la démographie scolaire pour justifier ces suppressions. Cela fait des années que régulièrement, la suppression de postes est la seule mesure que choisissent les gouvernements successifs, comme est reconduit depuis plus de deux décennies le blocage des salaires. Sans oublier le sous-recrutement aux concours qui amène à ce que l'institution soit aujourd'hui dans l'incapacité de mettre un enseignant devant chaque classe.

À Nancy-Metz, 88 postes sont supprimés dans les collèges, 84 dans les lycées généraux et technologiques. Pour supprimer des postes, il faut fermer des divisions. Pour les collèges de l'académie, la rentrée préparée par le rectorat est envisagée avec 41 divisions de moins, soit l'équivalent de deux collèges de taille moyenne !

Une disproportion flagrante entre la baisse prévisionnelle des effectifs et la réduction des moyens

De nombreuses situations d'établissements illustrent cette tendance : pour une prévision de quelques élèves de moins, des dizaines d'heures d'enseignement sont supprimées, avec à la clé suppression de divisions, de dédoublements, de postes, et multiplication des compléments de service déjà démesurément nombreux.

La question des dotations, des moyens, des répartitions et aussi des postes, se discute actuellement dans les établissements. Les dispositions sont prises à tous les niveaux (rectorat, DSDEN, établissements) pour faire passer ces coupes budgétaires dans un calendrier sciemment resserré qui vise à ce que personne n'ait le temps de se retourner.

Le SNFOLC n'accepte ni les suppressions de moyens et de postes ni la méthode consistant à dessaisir les personnels et leurs organisations syndicales face à ces conditions de rentrée inenvisageables. Des établissements ont engagé une mobilisation soutenue et accompagnée par FO, c'est le moment de l'élargir en vue de sa généralisation !

**Annulation des suppressions de postes !
Restitution intégrale des moyens d'enseignement volés à notre académie !**